



Impact du **Commerce Equitable** chez les **producteurs de café** en Equateur (FAPECAFE)

Nicolas EBERHART - Janvier 2007

Introduction

Cette étude a été réalisée dans le cadre de la mise en place d'un dispositif de mesure d'impact du Commerce Equitable sur les organisations les familles et leurs territoires. Elle reprend les éléments méthodologiques proposés par Agronomes et Vétérinaires sans Frontières, en 2005, à Max Havelaar France, Max Havelaar Belgique et FLOev, dans le document « DISPOSITIF DE MESURE D'IMPACT DU COMMERCE EQUITABLE SUR LES ORGANISATIONS ET FAMILLES PAYSANNES ET LEURS TERRITOIRES ».

L'auteur reprend de nombreux résultats publiés en 2006 par VECO Ecuador dans le document de capitalisation d'expérience, « “La comercialización asociativa de café en el Sur del Ecuador (1998-2004)” (Nicolas EBERHART). Si la source diffère, il est fait mention de la référence directement dans le texte.

TABLES DES MATIÈRES

I. Le contexte de l'étude.....	4
II. La zone d'étude et les organisations étudiées.	5
III. Les changements induits par le Commerce Equitable.	6
IV. Conclusions générales	25

I. Le contexte de l'étude

Le secteur café en Equateur en quelques chiffres (2004)

Café industrialisé en soluble	Café robusta exporté	Café arabica lavé exporté	Café arabica naturel exporté	TOTAL café en tonnes
28 851 t	4 377 t	4 798 t	4203 t	42 230 t
48 millions de dollars	3 millions de dollars	8,4 millions de dollars	5,5 millions de dollars	64,9 millions de dollars

- ❖ Environ 220 000 Has en production dans 3 régions : bassin amazonien (café Robusta), Côte Pacifique (café arabica naturel principalement, altitude moyenne), contrefort des Andes au sud du pays (café arabica lavé principalement, d'altitude de plus de 700 mètres).
- ❖ 105 000 familles produisent du café réparti dans les 3 zones (environ 30 % chacune).

La dernière période de bas prix au niveau international (2000-2004) a sérieusement amputé les capacités d'exportation de café robusta en grain (25 000 tonnes exportés en 1998), puisque les producteurs ne couvraient même pas les coûts de la main d'œuvre pour la récolte. L'industrie de transformation de café soluble, en Equateur, permet de donner de la valeur ajoutée à des cafés de qualité organoleptique potentiellement inférieure au café arabica lavé, ce qui a permis le maintien d'un fort potentiel de production de robusta d'Amazonie et café arabica naturel.

Les organisations de producteurs qui exportent en Equateur.

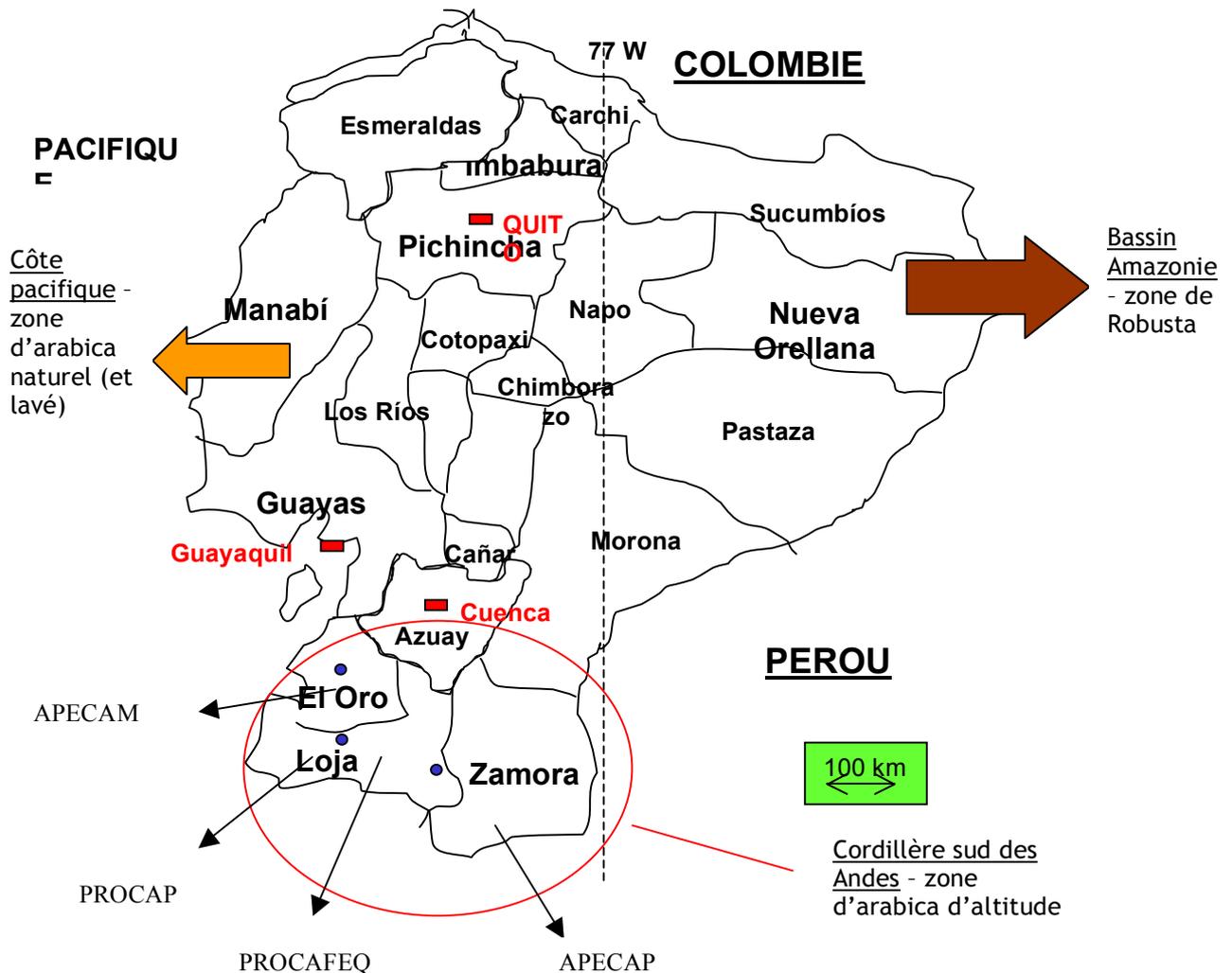
- Les 4 organisations de producteurs qui exportent du café certifié par FLO se sont réunies au sein d'une Fédération - FAPECAFES (voir annexe No 3 pour la structure), et se situe dans la zone de production d'arabica d'altitude au sud du pays (Loja, El Oro, Zamora).

Deux autres organisations de producteurs (ACRI - Rio Intag) et la FECAFEM (province de Manabi sur la Côte) réalisent des exportations directes d'arabica lavé, certifié biologique.

- FAPECAFES fait parti des 10 premiers exportateurs de café en grain du pays. Leur nombre avait atteint son niveau le plus bas en 2003 (8 exportateurs de café lavé). FAPECAFES a exporté 2 % du café équatorien (arabica et robusta confondu), soit 10 % du café lavé, représentant 20 % de la valeur FOB en dollar des exportations d'arabica lavé (Ministère de l'Agriculture de l'Equateur, 2003).

- Toutes ces organisations de producteurs sont regroupées au sein d'un syndicat national - CORECAF, qui représente environ 5000 familles des 3 grandes zones de production du pays (Amazonie pour le Robusta, arabica dans le sud et à Manabi).

II. La zone d'étude et les organisations étudiées.



Dans la zone de production d'arabica¹ d'altitude au sud du pays, on distingue deux zones :

- Le **versant Pacifique des Andes**, offrant un climat tropical humide avec une saison sèche marquée (de 1200 à 2000 mm d'eau par an répartis sur une saison des pluies concentrée sur 5 mois de décembre à mai), rendant la production de café parfois aléatoire. La zone de production de café se situe entre 500 mètres et 2000 mètres d'altitude. Il s'agit des provinces de Loja et El Oro. Ces régions ont été colonisées depuis le début du 20^{ème} siècle, et la production de café s'est fortement implantée dès les années 50.
- Le **versant oriental des Andes** (province de Zamora), présente un climat plus humide, sans saison strictement sèche, et une saison des pluies de 7 mois (plus de 2500 mm d'eau par an). Il en découle une floraison et une récolte plus étalée du café, et certaines difficultés pour le séchage. La zone de production est située à plus de 1000 mètres d'altitude et atteint 1800 mètres dans certaines zones. Les petits producteurs se sont installés dans cette région enclavée et mal pourvu en services, à

¹ Toutes les parcelles de café sont menées sous ombrage naturel, les variétés améliorées exposées en plein soleil, sont très rares.

partir des années 70, en provenance des autres zones caféières dégradées de l'ouest. On trouve encore des zones importantes de réserve de forêts.

Les rendements de café sont donc supérieurs par rapport au versant Pacifique, dans la mesure où il s'agit d'une zone de colonisation relativement récente (des rendements moyens de 15- 20 qq de café vert par Ha contre 5 qq de café vert/ Ha dans les caféières, généralement anciennes du versant pacifique).

Des organisations émergentes pour remédier à la chute des prix.

Dès le début des années 70, les producteurs de café s'organisent en coopératives caféières dans tous le pays. Les accords internationaux de l'OIC² leur donnent accès à des quotas pour l'export, qu'elles négocient avec les exportateurs privés. Suite la rupture des accords internationaux de l'OIC en 1989, les coopératives ne peuvent s'adapter à la libéralisation du marché et cessent pratiquement toutes leurs activités commerciales. Pour les leaders paysans, cette période marquera fortement les esprits. Un besoin de repartir sur de nouvelles bases se fait alors sentir à la fin des années 90. Les fortes variations du prix international du café amènent les producteurs à réfléchir et aborder le thème de la commercialisation associative.

Les 4 associations membres de la Fédération FAPECAFES émergent dans ce contexte, avec un besoin de résultats immédiats suite à la chute international du prix du café. PROCAP débutera le processus d'exportation dès 1999, suivi par APECAM et PROCAFEQ en 2000 et finalement APECAP en 2001.

PROCAP obtiendra la certification FLO dès 2000 et réalisera les premières exportations sous conditions FLO en 2001, dans des faibles proportions. Faisant face à une croissance de la demande de café CE d'Equateur, PROCAP s'associe avec les 3 autres associations et appuie l'idée d'étendre la certification FLO à FAPECAFES, pour permettre aux autres associations de bénéficier du prix minimum garanti. Les 4 organisations représentent entre 200 familles (APECAM) à 400 familles (PROCAFEQ), soit un total d'environ 1300 familles pour FAPECAFES.

Dès 2003, les 4 organisations vendent plus de 60 % de leur café certifié biologique sur le marché du CE et attendront pratiquement plus de 80 % dès 2004 (environ 50 % du café non biologique sur le marché du CE).

En 2004, FAPECAFES exporte environ 15 conteneurs de 20 tonnes de café arabica lavé, vers plus de 5 importateurs différents du CE, en France, Belgique, Allemagne, pays Bas, USA.

III. Les changements induits par le Commerce Equitable.

1. Changements au niveau de la différenciation sociale

1.1 Catégories d'exploitants agricoles (typologie des systèmes de production agricole)

Dans le canton de Marcabeli, on distingue 6 types de systèmes de production :

- a. Caféiculteurs avec accès à la terre limité - 3 Has de café et vente occasionnelle de main d'œuvre, 1 Ha en fermage pour riz et maïs,
- b. Caféiculteurs avec un petit troupeau bovin - 6 Has de café et 8 Has de pâturage - 5 vaches,
- c. Caféiculteurs - éleveurs avec accès à terrain irrigué - 10 Has de pâturage (8 vaches) - 3 Has irrigués pour culture (riz, maïs,...),
- d. Caféiculteurs avec élevage hors-sol de poulet - 5 cycles de production de 4000 poulets par an - 2 à 4 Has de café,
- e. Doubles actifs - 4 Has de café - 10 has de pâturages,
- f. Eleveurs bovins - plus de 50 Has de pâturages.

Dans le cas du CE (producteurs associés à APECAM, membre de FAPECAFES), on ne rencontre que des systèmes de production de types a, b, c et e. Les petits producteurs de café (type a) sont largement majoritaires. On retrouve bien les producteurs les plus vulnérables dans la démarche de certification du CE. Ce phénomène s'explique largement par le fait que ce sont ces familles qui dépendent le plus de la culture de café, pour le maintien de leur système de production. En cette période de chute du prix au niveau international, ces familles (type a) doivent travailler en dehors de leur exploitation plus de 3 mois dans l'année, afin de subvenir à leur besoins économiques

² Organisation Internationale du Café

(vente de leur force de travail comme journalier dans les bananeraies et les élevages de crevette par exemple).

Ce sont bien les producteurs en situation vulnérable, très sensibles aux variations du prix du café qui se sont organisés dans les associations de base de FAPECAFES, en réponse à la crise internationale sur le marché du café qui a commencé en 2000. Les producteurs de café qui avaient l'occasion de diversifier leurs activités agricoles et de réorienter leur production (parce qu'ils avaient des bovins et ou avaient accès à des parcelles irriguées) se sont désintéressés à la culture de café. Ils sont parfois membres des associations, mais les enjeux en termes de commercialisation sont moins importants dans leur situation. Ces 4 associations de producteurs, émergentes, sont en pleine phase de croissance, et ont laissé la porte ouverte à l'ensemble des familles vulnérables dans leur zone d'intervention. Ce phénomène d'intégration de nouveaux membres, a été facilité par la présence de projets d'appui mis en œuvre par des ONG, qui assuraient l'encadrement technique et l'accès au crédit, pour nouveaux groupements de base.

Statut social - prise en compte de la participation des femmes.

Les populations des zones caféières du sud de l'Equateur sont d'origine « métisses ». Aucun phénomène de discrimination ethnique n'est perceptible dans cette région.

Au sein des familles, dans le cas de PROCAP, le règlement interne précise que la représentation de la famille au niveau de l'organisation (pour les paiements ou les votes) peut être assumée aussi bien par la personne inscrite légalement comme membre de l'organisation³, que par son ou sa conjoint(e). Cependant, de manière générale, les élus sont en grande majorité des hommes (plus de 80 %) sur l'ensemble des associations de base, mais on retrouve depuis 2004 des femmes dans le comité de direction de deux des 4 associations membres de Fapecafés.

Conclusion et interprétation sur aire de changement 1 :

Le CE ne contribue que de manière marginale à l'acquisition de l'équité homme - femme au niveau de FAPECAFES.

En ce qui concerne la différenciation sociale, les organisations sont constituées en grande majorité par des petits producteurs de café. En période de crise, ces petits producteurs de café très dépendants de cette production, peuvent subvenir à leurs besoins de base grâce à la production de café certifié par FLO. Ils n'ont pas besoin de vendre leur force de travail dans les plantations de banane ou les élevages de crevette de la Côte équatorienne, de manière structurelle.

Dans ce cas précis, le CE concentre donc ses effets sur les familles en situation de vulnérabilité et contribue à la réduction des différenciations sociales, issus des variations de prix du café au niveau international.

Indirectement, les familles « sans terre » qui vivent uniquement de la vente de leur force de travail comme journalier, trouvent dans l'activité de récolte du café du CE une source de travail qui disparaît dans la situation hors CE. En effet, on constate que les familles, non membres des associations, abandonnent les caféières et ne récoltent plus, quand les prix sont trop bas.

2. Changements au niveau des familles participant au Commerce Equitable

2.1 Revenus agricoles et conditions de vie

Estimation des revenus annuels par famille type, en dollars (source : diagnostic agraire réalisé par Sylvaine Lemeilleur, CNEARC - VECO, août 2003).

- Pour les familles non membres de APECAM (Hors CE)

³ Traditionnellement, le ministère de l'agriculture exigeait aux membres des coopératives, le titre de propriété, détenu majoritairement par les hommes.

	type a	type b	type c	type d	type e	type f
Has de café	3 has	6 has	2 has	2 has	4 has	
autres	1ha riz + petit élevage	5 vaches	3 Has irrigués	Élevage hors sol (4000 poules)	Double actif	70 vaches
Revenus du café*	645 US\$	1.290 US\$	430 US\$	430 US\$	860 US\$	
Autres revenus agricoles	950 US\$	2.200 US\$	4.650 US\$	5.550 US\$	1.500 US\$	
Revenu total	1.545 US\$	3.490 US\$	5.080 US\$	5.980 US\$	2.360 US\$	20.000 US\$
Seuil de « reproduction »	2.500 US\$ (correspond à une famille avec 3 enfants scolarisés)					

* café naturel au prix marché pendant crise 2002-2003

➤ Pour les familles membres d'APECAM, avec certification biologique.

Revenus café 2002 (prix 60 \$*) hors CE, mais bio	1.440 US\$	2.880 US\$	960 US\$	960 US\$	1.920 US\$	
Revenus total	2.340 US\$	5.080 US\$	5.610 US\$	6.510 US\$	3.420 US\$	
Revenus café 2003 (prix 75 \$*) avec ventes CE	1.800 US\$	3.600 US\$	1.200 US\$	1.200 US\$	2.400 US\$	
Revenus total	2.750 US\$	5.800 US\$	5.850 US\$	6.750 US\$	3.900 US\$	

* prix payé aux producteurs pour 125 livres de café « parche », soit équivalent de 45 kg de café d'exportation.

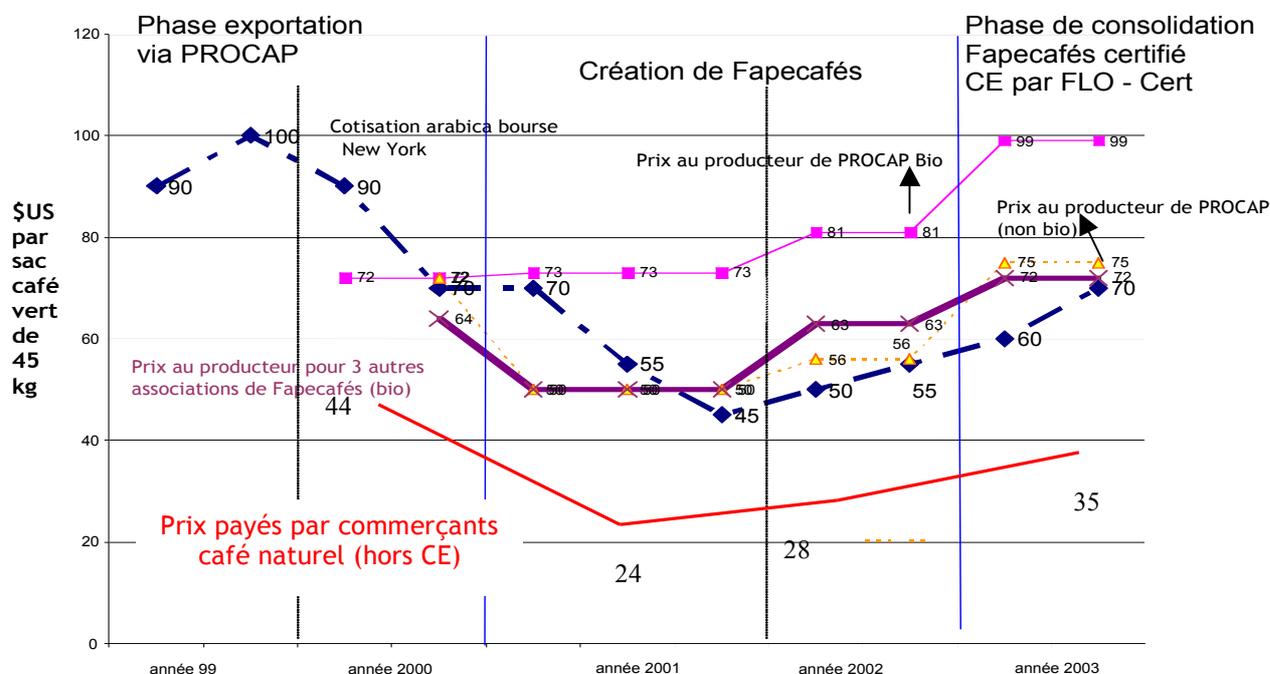
Les producteurs de type a représentent environ 80 % des familles membres d'APECAM à Marcabeli. Ils représentent environ 70 % de la population dans le canton de Marcabeli. Dans leur cas, les améliorations du prix du café grâce au CE leur permettent de couvrir les besoins de base de la famille et ainsi libérer du temps pour investir leur force de travail dans des activités de diversification agricole et d'amélioration de la production de café. Les producteurs, non associé (donc hors CE) ont connu des années de crise économique drastique et certains ont abandonné définitivement leur terre pour migrer vers les villes.

Dans le cas de PROCAP, les effets sur les revenus des familles sont supérieurs (au cas d'APECAM) puisque les prix payés aux producteurs sont plus importants (voir graphe plus bas). Dans le cas des producteurs qui produisent du café biologique, le CE leur a permis de maintenir des revenus constants sur la base des prix internationaux favorables de 99, alors que la plupart des familles de producteurs de café de la région, non affiliées à PROCAP, arrivaient à des revenus très inférieurs au « seuil de reproduction ». Ces familles (75 % de cas dans le canton de Puyango) se sont vues obliger de migrer temporairement vers les grandes plantations agricoles de la Côte ou en ville (zone frontalière d'attraction économique), pour chercher du travail comme journalier, amenant parfois à des migrations définitives.

Cependant, les producteurs de PROCAP qui ne bénéficiaient pas encore de la certification biologique ont tout de même connu une année très difficile en 2001 et partiellement difficile en 2002 (le pourcentage de ventes de café en CE est resté faible par rapport à la production).

Prix payés au producteur par sac de 45 kg de café vert selon association sur période 2000-2003 :

Les producteurs fournissent 125 livres de « café parche » à 12 % d'humidité, équivalent à environ 100 livres de café vert exportable (soit 45 kg).



Le prix minimum garanti par FLO (124 dollars par 45 kg) s'applique au container de café exporté par PROCAP, puis FAPECAFES (à partir de 2003) sous condition CE. FLO n'impose pas aux organisations de règle en ce qui concerne le paiement aux producteurs. C'est donc dans le respect de la souveraineté des associations, et sous garanti de pratiques transparentes, que le prix payé au producteur va dépendre du pourcentage de ventes en CE, des coûts d'exportation des différentes organisations, des certifications (biologique ou non) et des accords convenus au niveau de la Fédération FAPECAFES. PROCAP a plus d'expérience à l'exportation, et certains acheteurs ont acheté exclusivement du café de cette association. Le pourcentage de vente en CE, en croissance constante, a donc atteint plus de 80 % en 2003. Dès la récolte 2001, les ventes du CE ont permis de maintenir des prix payés de 2 à 3 fois supérieur au prix payés par les commerçants locaux (pendant la période de récolte) pour PROCAP. Les membres de cette association ont accepté de « soutenir » un peu le prix payé aux membres des associations de FAPECAFES (en attente de certification FLO, effective en 2003). Dès 2003, l'amélioration sensible du prix payé aux producteurs, concerne l'ensemble des producteurs engagés dans la certification biologique de FAPECAFES (plus de 70 % des familles) et en attente de certification pour les producteurs de PROCAP. Ainsi le prix payé à la production bio a atteint 110 dollars par sac de 45 kg à PROCAP, 102 dollars chez les autres associations. Le café non bio a atteint également des prix très élevés (91 dollar chez PROCAP y 82 dollars chez les 3 autres associations) a comparé avec des prix pratiqués par les commerçants autour de 55 à 60 dollars par sac.

2.2 Investissement et diversification agricole

Depuis la récolte 2004, FAPECAFES peut assurer un prix minimum de plus de 75 US\$ par sac de 45 kg à tous les producteurs membres des 4 associations de base. Ce prix minimum n'avait été garanti depuis l'année 1999 qu'aux 100 premiers producteurs, membres de PROCAP qui avaient obtenu la certification biologique et FLO dès 2000.

Dans la zone de PROCAP (association la plus ancienne dans le CE), les rendements moyens des producteurs se situent aux environs de 8 sacs de 45 kg par Ha contre 4 ou 5 sacs dans le cas des producteurs hors CE, non associé (suite à l'abandon des caféières lors de la dernière crise).

On retrouve cette même situation sur tout le versant pacifique des Andes. Les variations de prix sur les 20 dernières années ont amenés les producteurs à choisir une stratégie de limitation des risques : la production extensive de café naturel (non lavé). Les producteurs ont donc laissé vieillir les caféières et maintiennent comme seule pratique culturale, un désherbage par an. Ils cueillent alors les cerises en un seul passage sur chaque caféier, sans sélection en fonction du stade de maturité (mélangeant cerises mûres, vertes et intermédiaires). Ce mode de cueillette ne peut pas être valorisé en café lavé, et sera séché directement à même le sol, pendant au moins un mois. Il s'agit là encore de limiter l'investissement en temps de travail et donc les coûts de production. Dans les années de prix très bas, les producteurs peuvent alors décider de ne pas récolter le café si les prix ne rémunèrent pas suffisamment leur main d'œuvre qu'ils vont alors investir dans la cueillette. Les exportations de café ont ainsi diminué de 2000 à 2003, en particulier dans le cas du café robusta⁴ dans le bassin amazonien :

	1999	2000	2002	2005
Robusta sac de 60 kg	375 300	164 000	74 300	277 700
Arabica naturel sac de 60 kg	157 000	84 000	62 000	61 000
Arabica lavé sac de 60 kg	146 000	105 000	82 000	60 000

Source : Ministère de l'agriculture de l'Equateur

Les rendements sont plus élevés sur le front pionnier du versant oriental des Andes. La fertilité des sols peu exploités bénéficie à l'ensemble des producteurs, associés à APECAP ou non (concernés par CE ou hors CE donc).

Par contre, sur le versant Pacifique (APECAM, PROCAP, PROCAFEQ), on constate que les producteurs du CE intensifient la culture du café en renforçant les techniques de gestion de la fertilité (compost, biol,...) et de lutte contre les adventices, ainsi que la taille raisonnée des caféiers chaque année.

Des producteurs du CE investissent dans l'amélioration de la production de café

La productivité du travail (par jour) pour la production de café certifiée FLO est estimée à environ 15 US\$ par jour au niveau des familles membres de FAPECAFES, contre 4 ou 5 US\$ par jour pour les producteurs hors CE, de la zone sud de l'Equateur, pour la période 2001 à 2004 inclus.

- Les membres de FAPECAFES ont investi en moyenne 150.000 euros par an (importation de dépulpeurs à café) afin d'équiper les familles pour produire du café lavé⁵. Cette dynamique est tout à fait singulière, eu égard à la situation des producteurs hors CE, qui abandonnent leurs parcelles de café et n'ont plus de capacité d'investissements pour renouveler leur matériel.

2.3 Trésorerie

Dès la récolte 2001 pour PROCAP et 2003 pour les trois autres associations, les familles fournissent près de 100 % du café lavé produit à leur association. Il persiste cependant un pourcentage de la

⁴ Les cours du café robusta ont atteint environ 10 dollars par sac de café de 45 kg, contre un minimum de 40 dollars dans le cas du café arabica. La surproduction de café robusta au Vietnam a largement contribué la crise internationale sur le marché du café.

⁵ Il s'agit de dépulper les grains mûrs le jour même de la récolte, puis de réaliser une fermentation, suivi d'un lavage du grain le lendemain. Enfin, le café parche humide obtenue, doit être séché au soleil en 4 ou 5 jours, sur des terrasses bétonnées ou des claies en matériaux végétaux. Il en résulte un café dit lavé, de qualité organoleptique supérieur au café naturel, qui subit une fermentation excessive durant son processus de séchage au sol, et absorbe de plus un goût terreux au contact avec la terre.

production (10 à 30 % du total) que les producteurs doivent maintenir en arabica naturel⁶, et qu'ils vendent alors aux commerçants locaux. FAPECAFES a la capacité financière de payer des avances sur récolte quelques jours ou semaines avant la récolte, en accédant à des lignes de crédits à taux d'intérêt internationaux (contact avec le réseau alternatif européen facilité par VECO). Ceci évite aux familles de faire appel à de la vente anticipée de leur récolte aux commerçants locaux, pour acheter la nourriture (qu'il faut notamment fournir aux travailleurs temporaires durant la récolte).

2.4 Maintien de l'agriculture paysanne

Le revenu agricole par jour de travail s'élève à un minimum de 15 US\$ par jour pour le café du CE (dès 2003 pour l'ensemble des membres de Fapecafés). C'est bien supérieur au salaire agricole local de 5 US\$ par jour et même supérieur au salaire journalier dans les plantations de bananes (8 US\$) ou les élevages de crevettes (jusqu'à 10 US\$ par jour). Pour les membres des associations, la production de café devient alors l'alternative économique la plus avantageuse surtout en période d'activité agricole sur le café (récolte notamment). On constate donc un arrêt de la migration temporaire (structurelle pour les familles vulnérables) dans les cas de familles membres de FAPECAFES, et que le CE contribue favorablement au maintien de l'agriculture paysanne.

La crise économique de 1999 entraîne une migration définitive massive vers l'Espagne.

La migration définitive vers l'Espagne a beaucoup touché les provinces de « El Oro » et Loja au moment de la crise économique de l'année 1999 (dévaluation de 500 % de la monnaie nationale). Mais ce phénomène a peu concerné les familles le plus démunies (type a des systèmes de production présentés plus haut par exemple). En effet les familles les plus pauvres n'étaient pas en mesure de s'endetter pour voyager (pas de capital, et peu de terre à hypothéquer). L'augmentation du coût de la vie en Equateur a ainsi entraîné l'exode d'un million d'équatorien vers l'Espagne principalement, en quelques années. Ce phénomène n'a pas épargné les familles des producteurs de café du CE. Les effets du CE n'ont pas permis d'endiguer cette dynamique macroéconomique.

2.5 Sécurité alimentaire

Une crise économique qui contraint les producteurs à l'autoconsommation

Depuis plusieurs décennies, les producteurs de café du sud de l'Equateur achetaient le riz (base de l'alimentation) grâce aux revenus issus de la vente du café. Depuis la crise économique de 1999, le coût de la vie et le manque de rentabilité de l'agriculture vivrière en Equateur, ont obligé bon nombre de producteurs de la zone caféière de recentrer leur production vers l'autoconsommation, en diversifiant leurs activités agricoles (banane plantain, manioc, jardin potager). Ce phénomène a concerné de manière indiscriminée tous les producteurs des zones caféières.

Zone enclavée qui ne disposent pas d'alternatives durables à la production de café.

Les producteurs du sud de l'Equateur se sont spécialisés dans la culture de café sous ombrage depuis presque un siècle. Le relief accidenté ne permet pas de produire durablement d'autres cultures comme le riz ou le maïs, plus sensible aux processus d'érosion.

Traditionnellement, les producteurs ont donc investis les excédents dégagés pendant les années de prix fort du café dans l'achat de bovins. Le cheptel constitue alors l'épargne de la famille, mobilisable pendant les cycles de prix internationaux de café en baisse. L'élevage bovin viande extensif devient alors l'activité agricole complémentaire idéale en zone caféière. Les pâturages se développent au détriment des forêts et des caféières. La pratique encore courante, de l'entretien des prairies par brûlis, empêche le maintien d'arbres, pourtant indispensables à une lutte antiérosive efficace.

⁶ Issus de la récolte de cerises mûres non sélectives parce que certaines caféières sont en mauvais état ou à cause du climat

La spécialisation des systèmes de production sur café - élevage extensif est caractéristique de ces zones caféières, et n'est pas due directement aux opportunités commerciales du CE. On constate cependant que l'accès au CE a conduit les producteurs à investir massivement dans la production de café lavé, puisque les risques de variations du prix sont écartés. Cette tendance a été par ailleurs amplifiée par les effets de la « dollarisation » (passage au dollar comme monnaie nationale), qui a plombé la compétitivité de l'agriculture locale. Le revenu agricole journalier des principales cultures vivrières se situe autour de 5 à 6 US\$ par jour, soit l'équivalent du salaire agricole local. L'agriculture n'est donc plus rentable. Dans ce contexte spécifique la spécialisation des systèmes de production vers le café est renforcée. Cependant, les associations certifiées par FLO ont développé des alternatives de diversification durable et rentable comme la banane plantain pour APECAP, le sucre complet pour APECAM et les herbes aromatiques pour PROCAP et PROCAFEQ.

Conclusion et interprétation sur aire de changement 2 :

Le prix payé aux producteurs a augmenté au fur et à mesure de l'augmentation des ventes sur le marché du CE pour les 1300 familles de Fapecafés. Le prix payé au sac de 45 kg était de 2 fois à 3 fois plus élevé que sur le marché local, dans le cas des producteurs de Fapecafés (ventes CE et ventes CE + bio). Cette différence de prix a sensiblement baissée avec la reprise des cours mondiaux à la hausse en 2004, pour disparaître en 2005 par exemple.

Le CE permet aux familles de petits producteurs de café de maintenir un niveau de vie décent en période de crise internationale des cours mondiaux. Les familles ne considèrent plus la production de café comme une culture à haut risque et décident donc d'investir dans l'amélioration durable des rendements dans leurs parcelles par des aménagements et investissement sur le long terme (taille des caféiers, rénovation des parcelles,...). Par ailleurs, les producteurs du CE, peuvent investir plus de temps de travail dans leurs parcelles de café pour réaliser une cueillette sélective de cerises mûres au moment de la récolte (en réalisant 3 ou 4 passages par récolte sur chaque caféier) et ainsi produire du café lavé, de qualité supérieure. Les producteurs ont donc basculé d'une production 100 % arabica naturel (avec faible investissement en travail par Ha) à une production intensive en travail de café lavé, grâce à l'accès au CE. En comparaison, les familles hors CE de la région caféière, ont souvent abandonné les caféières, et ont migré temporairement vers d'autres centres économiques (journalier dans les plantations de banane,...).

Le CE a permis à de nombreuses familles en situation structurellement vulnérable de maintenir une activité agricole durable et d'initier un processus de capitalisation (achat de bovins, augmentation de superficie des caféières,...). Par ailleurs, ces familles ont pu maintenir leurs enfants à l'école au-delà de l'école primaire et peuvent aussi envisager de financer des études supérieures (université), alors que les familles non associées (hors CE) de la région caféière ont parfois été obligées d'interrompre la scolarité des enfants (notamment en dehors du village de résidence, pour le lycée ou l'université).

Ces effets sont mieux perceptibles au niveau des familles de PROCAP, grâce à l'accès au marché du CE et de la certification biologique, qui bénéficient de prix avantageux depuis 2000. Mais depuis 2003, ces effets s'étendent à l'ensemble des 1300 familles de Fapecafés.

Les producteurs produisent jusqu'à 70 % de leur consommation alimentaire, principalement à cause de l'augmentation de coût de la vie suite à la crise économique de 1999 (proportion moindre avant la crise). Dans ce contexte particulier de l'Equateur, l'accès au CE a renforcé la spécialisation des producteurs vers la production de café, sans engendrer une dépendance, et en restituant apparemment des capacités d'initiatives de diversification des activités agricoles.

3. Changements au niveau des organisations de producteurs

3.1 Structuration du monde rural

Les producteurs établissent une relation directe entre le prix obtenu par leurs associations certifiées par FLO-Cert et la qualité du café exigée et produite. Cette reconnaissance économique de leurs efforts pour améliorer, ainsi que l'exportation directe de leur café vers des marchés identifiés, valorisant la production de l'agriculture paysanne durable, sont source de motivation forte pour les familles paysannes, orgueilleuses de leurs résultats.

Les visites et relations directes avec les acheteurs du CE motivent les producteurs dans leur processus d'amélioration de la qualité.

Une augmentation constante du nombre de familles membres des associations du CE.

Sur 1500 familles paysannes dans le canton de Puyango, PROCAP regroupe environ 440 familles en 2005, soit plus de 30 %. Ce même pourcentage est atteint dans les autres organisations et le nombre de familles membres augmente de 10 à 15 % par an. APECAP est ainsi passé de 150 familles en 2001 à plus de 350 familles en 2005.

Les associations augmentent leur rayon d'action et fidélisent les membres.

On peut estimer que plus de 90 % des communautés sont représentées au niveau de PROCAP dans le canton de Puyango. FAPECAFES est une organisation faîtière ouverte qui regroupe l'ensemble des organisations de base de la région dans les 3 provinces El Oro, Loja et Zamora. Certaines d'entre elles ne sont pas encore consolidées et ne peuvent pas prétendre à la certification FLO-Cert. Ils doivent culminer une période d'essai d'un an au moins, selon le règlement interne de Fapecafés, avant de postuler au rang de membre actif.

De nombreuses organisations de base émergent dans la région et viennent s'informer au niveau de FAPECAFES. Les familles sont alors mises en relation avec les associations de base les plus proches. Le potentiel de croissance de FAPECAFES est très important (la faîtière pourrait passer de 1.200 familles en 2004 à plus de 2.500 familles en quelques années). Il existe déjà 4 ou 5 associations qui attendent de remplir les conditions minimums pour devenir membres actifs de Fapecafés (selon les statuts une association membre doit avoir un potentiel de production de 1000 qq et représenté au moins 100 familles).

Dans le cas des associations certifiées FLO, 100 % du café lavé de qualité est canalisé par la faîtière (le prix payé au producteur était en moyenne 2 à 3 fois supérieur au marché local). Lorsque les prix locaux remontent (comme en 2005), les exportateurs tentent de concurrencer les associations, et les membres profitent de ces opportunités pour négocier des prix élevés pour une partie de leur récolte.

Le mode de gestion des associations basé sur les principes de bonne gouvernance, transparence et participation active des bases fait référence dans la région, notamment pour les organisations de type syndicales environnantes.

3.2 Légitimité de l'organisation

Les autorités locales prennent en compte le secteur caféier totalement à l'abandon.

Toutes les associations de base certifiées par FLO-Cert jouent un rôle important dans l'économie locale. Les élus des associations sont régulièrement invités dans les espaces de concertation au niveau local. Les autorités locales, participent en général à toutes les manifestations organisées par les associations (assemblée générale, etc.).

Des organisations qui commencent à former un patrimoine commun.

PROCAP est l'association qui a le plus d'expérience en CE. Les producteurs ont successivement décidé de capitaliser l'association à hauteur de 5.000 à 8.000 dollars par an depuis 2003, à partir de la prime de développement. Ce patrimoine est nécessaire pour faire face aux besoins de trésorerie et accéder à des lignes de crédit. Ce processus est encore un peu prématuré dans le cas des autres associations. La capitalisation de FAPECAFES (formation d'un patrimoine) est encore marginale en 2004.

3.3 Capacités d'administration et de gestion de l'organisation

Les élus changent tous les 2 ans sur l'ensemble des associations. On constate que certains dirigeants assument en général un premier mandat de suppléant au sein du comité de direction, avant de devenir président ou trésorier. Même s'il existe une grille de compensation des frais des élus lors des réunions de travail, ces fonctions exigent beaucoup de temps de la part des élus. Les communautés cherchent à être représentées dans les instances de prise de décision et motivent donc des leaders de la communauté pour se présenter aux élections.

Des ONG qui soutiennent les processus de formation des leaders et la mise en place des procédures dans une phase initiale.

FAPECAFES a bénéficié d'un appui de plusieurs ONG locales et internationales qui ont beaucoup travaillé, et travaillent encore, le thème de la formation de leaders paysans.

Les groupes communautaires qui forment la base des associations prennent en charge les activités de transformation du café et le paiement individuel aux producteurs. Les élus (président et trésorier) gèrent les fonds de l'association durant la récolte conjointement avec le personnel comptable recruté par l'association.

Dans l'organisation faîtière, la « Junta Directiva » ou conseil d'administration est occupé par 2 élus de chaque association de base. Le président et vice-président de FAPECAFES révisent chaque mois les opérations commerciales effectuées avant chaque réunion du Conseil d'Administration, afin d'être en mesure d'engager leur responsabilité lors du rapport présenté par le directeur exécutif. La prise de décision sur les opérations commerciales se fait en général sur la base des suggestions de la direction. L'autonomie de prise de décision des élus est encore très faible dans ce domaine, mais des relations de confiance se sont établies, envers le personnel technique.

Les associations de base ont mis en place des règlements stricts en ce qui concerne les normes de qualité. La transformation du café se fait dans plus de 40 % des communautés, de manière groupée (communautaire). Le café cerise est sélectionné selon des critères stricts de qualité que tout le monde respecte du fait que le café parche dépulvé et lavé par le groupe, est remis à l'association au nom du groupe (mise en commun de la production et donc homogénéisation nécessaire de la qualité). Un contrôle social s'opère au sein des communautés, il garantit le respect des normes (la personne qui ne respecte pas « diminue » la qualité globale du café de la communauté et expose l'ensemble des familles du groupe à des sanctions).

Au niveau des entrepôts des 4 associations, le café parche est classé en plusieurs catégories en fonction de sa qualité physique. Une prime à la qualité sera reconnue au café de catégorie 1. Par la suite, un contrôle de qualité en laboratoire s'effectue au niveau de FAPECAFES et valide les résultats des analyses physiques effectuées au niveau des associations de base. L'intervention des ONG durant plusieurs années s'est beaucoup concentrée sur le thème de l'amélioration de la qualité et la mise en place d'un système de prix différencié prenant en compte ce critère.

Hors CE, les associations de producteurs de café n'arrivent pas à structurer une politique de paiement selon la qualité. Leur marge de manœuvre au niveau des débouchés ne leur donne pas non plus l'occasion de le faire (même dans le cas de la certification biologique). Les commerçants locaux font leur marge sur les volumes et ne cherchent pas du tout à stimuler la qualité par des primes. L'industrie caféière équatorienne, qui cible le marché du café soluble, ne stimule pas non plus de son côté des dynamiques « qualité » sur le marché local. En effet, cette industrie fournit les

marchés « entrée de gamme » du marché soluble, moins exigeant en termes de qualité organoleptique que le marché du café en grain moulu.

Bonnes capacités de gestion des coûts du service commercial grâce à l'appui-conseil.

FAPECAFES réalise le processus d'exportation du café pour environ 15 US\$ par sac de 45 kg de café vert (10 US\$ au niveau de la faîtière et 5 US\$ au niveau de l'association de base). Avec la mise en place de sa propre usine de préparation de café pour l'export (opérationnelle en 2006), FAPECAFES sera au moins aussi compétitive que le secteur privé (même en incluant les coûts de fonctionnement organisationnel pour la prise de décision).

Fapecafés a été appuyer par VECO Ecuador et d'autres programmes de formation spécifique pour le personnel et les leaders paysans, afin d'améliorer la compétitivité de la fonction commerciale d'exportation.

Cependant, les équilibres restent fragiles puisque les mauvaises années en termes de volumes collectés, engendrent des coûts fixes très lourds pour les associations.

Soutien financier par des programmes de coopération durant sa phase de croissance.

Depuis la récolte 2003, les ONG qui appuient FAPECAFES ne subventionnent plus de frais d'opération, puisque le point d'équilibre est atteint. Cependant FAPECAFES bénéficie toujours de soutien en ce qui concerne la formation des leaders paysans et le renforcement organisationnel (VECO, GTZ). Par ailleurs, FAPECAFES est bénéficiaire direct d'un programme d'investissement du gouvernement belge (Coopération Technique Belge) qui doit permettre la constitution d'un fonds de crédit (700.000 euros). Démontrant une capacité de négociation et de gestion, ce programme permet l'accès à de l'infrastructure productive (centre de transformation, usine de déparchage propre,...).

3.4 Capacités commerciales

FAPECAFES exporte vers 6 pays du café CE (chiffres 2003) : France (11 %), Belgique (13 %), Allemagne (47 %), Canada (17 %), Pays Bas (9 %), USA (8 %) avec des importateurs exclusifs du CE (OXFAM, Ethiquable, Equal Exchange) et des torréfacteurs pour le café biologique (Pays Bas et Autriche depuis 2004).

Confiance dans les capacités de négociation du prix du café par les bases.

PROCAP bénéficie d'un prix minimum assuré depuis 2001 en bio avec l'augmentation des ventes en CE. Dans le cas des 3 autres associations, le prix payé au producteur est réellement devenu attractif pour le café biologique à partir de 2003 (plus de 75 US\$ par sac de 45 kg). 2004 aura été une année de consolidation de ces résultats. La hausse du prix sur le marché international en 2005 a ramené le prix payé par les commerçants locaux à des niveaux similaires.

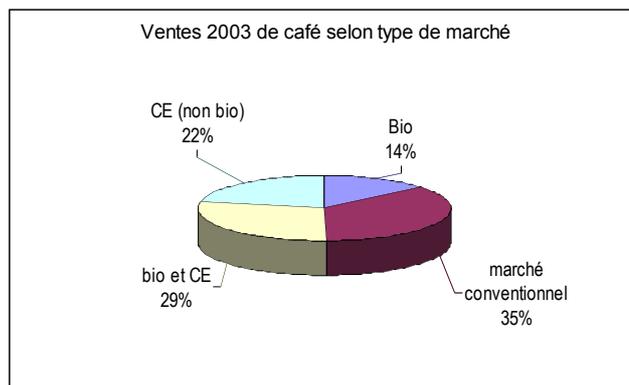
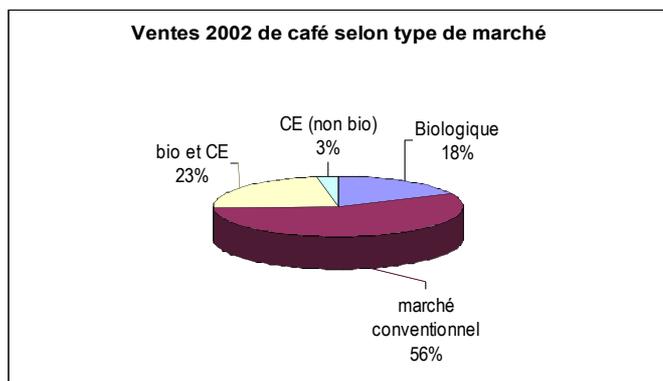
Des projets d'appui des ONG qui travaillent sur l'accès au crédit (fonds de roulement).

Depuis 1999, FAPECAFES et PROCAP ont reçu un appui externe de VECO pour accéder à des lignes de crédits pour financer la collecte du café au moment de la récolte. Les institutions financières européennes du secteur alternatif (Alterfin, SIDI, Rabobank par la suite) valorisent les contrats commerciaux du CE comme garantie partielle des crédits. Les associations n'ont donc jamais fait face à de graves problèmes de trésorerie et donc de « fuites » de café vers le circuit commercial des commerçants locaux, par manque de moyens pour opérer. PROCAP a obtenu un capital d'environ 30.000 dollars depuis 1999 à partir d'un projet exécuté par VECO. Ce n'est qu'à partir de 2004, que FAPECAFES a pu accéder directement à ces lignes de crédit sans appui externe et sur la seule base de son activité commerciale en CE. En effet, en absence de patrimoine, il est très difficile d'accéder à des crédits internationaux.

Recours encore important au crédit pour collecter le café.

Les associations de base, à l'exception de PROCAP, n'ont pas de patrimoine d'où leur difficulté pour capter des lignes de crédits sans système de garanties bancaires externes. Avec la construction de l'usine de déparçage⁷, FAPECAFES va se constituer un patrimoine propre qui renforcera la capacité commerciale de l'organisation.

Une capacité de négociation commerciale sur le marché hors CE.



La croissance des ventes en CE a été très importante dans le cas de FAPECAFES (de 3,5 containers en 2001 à plus de 16 containers en 2004). Les ventes sur le marché conventionnel étaient encore majoritaires en 2001 et elles sont devenues marginales (moins de 15 %) en 2004. En 2003, les ventes en CE pour PROCAP atteignent près de 80 % du café produit et collecté (ce qui explique un prix de 99 dollars par sac en biologique et 75 dollars pour le café non certifié biologique), et respectivement 53 % et 59 % pour le café biologique, dans le cas, des 3 autres associations (APECAM, APECAP, Procafeq),

FAPECAFES accède à différents marchés de café biologique en Europe et aussi de café gourmet. L'organisation maintient des contacts commerciaux avec des importateurs moyens qui sont susceptibles d'acheter de gros volumes de café conventionnel en cas d'augmentation rapide des volumes de production. Durant, les 3 dernières années (prix bas sur le marché mondial du café) le prix minimum FLO donnait une forte marge de sécurité à FAPECAFES, donnant la possibilité de prendre des risques sur le marché conventionnel basé sur la cotisation à la bourse de New York.

3.5 Capacité de négociation renforcée de l'organisation (hors commerciale)

FAPECAFES a bénéficié de l'appui d'ONG locales et d'une ONG belge (Veco) sur de nombreux aspects : renforcement organisationnel (appui à la création d'une organisation faîtière), assistance technique sur l'amélioration de la qualité et mise en place de mécanismes de contrôle social, renforcement de la capacité de gestion pour la mise en place d'une équipe technique restreinte et efficace, accompagnement dans la phase de consolidation commerciale pour accéder aux services d'exportation (services de préparation du café, services financiers, amélioration des services administratifs). FAPECAFES ne présente pas de signes de dépendance de ces investissements externes et renforce chaque année un peu plus son autonomie grâce au CE.

3.6 Mise en place de services

Assistance technique et information des bases.

Les ONG ont pris en charge un appui technique soutenu pendant plusieurs années pour assurer la qualité du café lavé et lancer des programmes de rénovation de caféière. Depuis 2004, les

⁷ Financé par le projet de la CTB

associations ont développé des capacités de gestion pour assurer le maintien d'un service d'assistance technique minimum (quelques promoteurs) dans chaque zone pour faire un suivi des groupes communautaires sur l'amélioration de la qualité, l'obtention et le maintien de la certification biologique. Les associations trouvent directement des subventions au niveau local ou font parfois appel à la prime de développement du CE pour financer le salaire de ce personnel technique. Les associations autofinancent aussi des activités de formation sur le CE au niveau des communautés de base.

Les ONG locales considèrent maintenant les 4 associations comme des interlocuteurs privilégiés pour la mise en place de projets de développement agricole, sur d'autres axes que le café.

Par ailleurs, les associations utilisent la prime de développement du CE, pour financer des ateliers de formation à l'ensemble des producteurs membres, sur les principes du CE et les informations concernant le marché.

Accès au crédit.

Les producteurs accèdent à des lignes de crédits pour le financement sur 2 ou 3 ans des investissements productifs (centre de dépulpage, séchage,...), facilitées par les ONG jusqu'en 2003-04. Les associations cherchent à pérenniser les services de crédit la mise en place du fonds de crédit, qui devrait se mettre en place suite au programme d'investissement de la CTB. Les taux d'intérêt seront comparables aux taux pratiqués sur le marché international (8 % annuel) et donc largement inférieurs au marché local (supérieur à 12 % annuel en dollars). L'accès au CE contribue au renforcement et à la consolidation de ce type de service, dans la mesure où les avantages commerciaux se traduisent par une solvabilité accrue des familles, et une garantie supplémentaire de récupération des crédits (intégration de la fonction de collecte et suivi des crédits au niveau de l'association).

Conclusion et interprétation sur aire de changement 3 :

Les débouchés commerciaux du CE pendant ces 3 dernières années de crise internationale sur le marché du café se sont traduits par un effet structurant très important sur les associations de base de FAPECAFES. Les associations ont gagné en légitimité au niveau local (auprès des municipalités, des autres organisations paysannes) grâce à leurs résultats économiques, effet direct du CE.

Le CE a contribué au renforcement de l'autonomie des associations par rapport aux programmes d'appui initiaux de renforcement des capacités de gestion, mis en place par les ONG. La prime de développement a notamment donné une certaine autonomie économique (capitalisation des associations de base).

L'émergence de l'organisation faîtière (Fapecafés) et sa rapide consolidation est une conséquence directe de la croissance de la demande croissante en CE pour PROCAP, à un moment où sa situation faisait référence, et à engendrer des sollicitudes de la part des associations de producteurs des cantons voisins pour commercialiser leur café à des conditions avantageuses.

Cependant, la croissance de Fapecafés et le renforcement de ses capacités de gestion n'est pas le seul fait du CE. Le travail des ONG présentes au niveau local, ont facilité le renforcement des capacités des associations. Par ailleurs, le changement d'échelle, du local au régional, à l'origine de l'émergence de la structure faîtière, a impliqué un travail de concertation entre les élus des différentes associations (mise en place d'instances de prise de décision sur la gestion commerciale commune). Ce processus a été animé et favorisé dans un premier temps par l'intervention des ONG. Ces actions d'accompagnement de la part des ONG ont été un facteur déterminant de réussite, pour concrétiser les effets structurant du CE, sur les associations de base.

L'amélioration de la compétitivité du service commercial proportionné par la structure faîtière (Fapecafés) est un effet direct des actions d'appui-conseil des ONG. La prime de développement du CE permet d'ailleurs de couvrir des coûts imprévus, ce qui ne stimule pas nécessairement la recherche d'efficience dans l'activité commerciale.

La stratégie pertinente de diversification des acheteurs correspond à une volonté institutionnelle de limitation de dépendance des acteurs commerciaux, qui n'a pas de relation de cause à effet avec la certification FLO. Cette stratégie répond aussi à la nécessité d'ouverture de marchés en CE pour pouvoir faire face à une croissance des volumes produits par les associations (de 6.000 sacs de 45 kg

en 2001 à 15.000 sacs en 2004). Cette croissance des volumes est inéluctable dans le sud de l'Equateur, puisque le CE induit un processus d'intensification et récupération des caféières, d'instauration d'unité de lavage du café, et à la structuration des associations de base.

La recherche de ces nouveaux partenaires commerciaux a représenté un investissement (appui-conseil et subvention de la promotion commerciale) pris en charge par des acteurs externes (VECO, GTZ, et GDF maintenant).

Au niveau commercial, la combinaison du CE avec la certification biologique (segment de marché le plus dynamique) est pertinente et nécessaire. Or, l'obtention de la certification biologique répond à un processus d'investissement en termes d'assistance technique de plusieurs années, assumés dans ce cas par les ONG locales. FAPECAFES n'est pas encore en capacité d'assumer seul les processus de certification biologique de nouveaux membres (par manque de capacité de financement du personnel technique d'encadrement).

Les résultats spectaculaires en termes d'effets économiques du CE, en seulement 3 ans, ne se traduisent pas pour l'instant par un renforcement significatif des capacités de diversification des services offerts aux membres des associations et de constitution d'un patrimoine (capitalisation). Cependant, les résultats économiques de Fapecafés ont induit des capacités de gestion de programmes d'appui qui démultiplient les opportunités de développement institutionnel.

4. Changements au niveau du développement local et national

4.1 Création d'emploi et initiatives économiques

En période de crise internationale des prix du café, les producteurs hors CE n'emploient presque plus de main d'œuvre temporaire et préfèrent limiter la cueillette à la capacité de la main d'œuvre familiale. Une partie des caféières est abandonnée.

C'est tout le contraire pour les producteurs du CE, puisqu'ils développent la production de café lavé qui implique la sélection des cerises mûres, et double les besoins de main d'œuvre par rapport au café arabica naturel par qq de café. Les producteurs du CE paient une journée de récolte de 5 à 6 US\$ par jour aux journaliers qu'ils emploient, salaire supérieur au prix du marché local (4 à 5 US\$). Le passage de la production de café naturel (généralisée dans la région avant 1999) à la production de café lavé a impliqué la création d'une source de main d'œuvre non négligeable dans la région, estimé à 2,5 jours de travail supplémentaire / sacs de 45 kg de café vert exportable (soit un potentiel d'environ 1000 à 1 200 postes de cueilleurs de plus en 2004 sur 6 semaines de récolte, généré par les associations du CE)

Il existe par ailleurs des projets de diversification vers d'autres activités agricoles (hors sol, exportation d'autres produits du CE,...) que les associations mettent en œuvre (sucre complet, chips de banane plantain,...).

L'activité économique des zones caféières (commerce) décline énormément en période de crise internationale du café dans les cantons voisins (hors CE), les commerçants témoignent d'une baisse du pouvoir d'achat des familles paysannes. Au contraire, on peut considérer que le CE a maintenu l'activité économique stable dans les zones de forte influence des associations certifiées par FLO. Les associations regroupent en général au moins 25 % des familles rurales (hors population urbaine dont l'activité est principalement liée au commerce) dans les cantons d'influence : Puyango pour PROCAP, Marcabeli pour APECAM, Espindola et Quilanga pour Procafeq, Palanda et Zumba (depuis 2004) pour APECAP. Cependant, le pouvoir d'achat de la population est particulièrement affecté par la crise économique de 1999 et le processus de « dollarisation ». Le CE ne peut pas prétendre résoudre les contraintes du contexte macroéconomique équatorien. La migration forte vers l'Espagne (qui touche toute les familles dans le canton d'Espindola par exemple), est un phénomène global qui touche aussi bien les familles des associations que les populations hors CE.

La migration définitive vers l'Espagne a été massive depuis 1999. La main d'œuvre temporaire est même devenue assez rare. La perte de compétitivité du pays en comparaison avec ses pays voisins (Colombie et Pérou) implique l'entrée de produits agricoles à bas prix et la venue de main d'œuvre du Pérou attirée par le salaire agricole de 5 US\$ par jour à comparer au 1,5 US\$ dans le pays d'origine.

Les prix pratiqués par les associations sont très supérieurs à ceux pratiqués par les commerçants locaux. Cependant, il s'exerce une pression sur ceux-ci pour trouver de nouveaux marchés pour les productions agricoles de la région ou pour payer à meilleur prix les cafés de qualité inférieure que les associations ne peuvent pas exporter (café naturel résiduel). On ne peut pas réellement quantifier les effets induits par le CE à ce phénomène de régulation du prix. Dès 2005, les exportateurs privés viennent s'installer à Alamor (canton Puyango) pour capter du café lavé de qualité, en créant une spéculation à la hausse sur les prix pratiqués pendant les 3 premières semaines de récolte. Ces actions ponctuelles visent à déstabiliser les associations du CE. Les prix payés aux producteurs hors CE, est alors supérieur de 5 à 15 % en comparaison aux cantons voisins (à qualité comparable).

Par ailleurs, la création de Fapecafés a entraîné certains exportateurs sur les traces des marchés de qualité de niche. Une centaine de famille du canton de Balsas, est impliquée depuis 2003 dans un processus de certification et commercialisation de café biologique. Même si une bonne partie de la marge commerciale est prélevée par l'exportateur (EXPIGO), les conditions commerciales sont plus avantageuses que sur le marché local. En 2003, émerge une entreprise spécialisée dans l'exportation de café de qualité (Escoffee) qui s'est installée dans le canton Olmedo, pour lancer un programme de production avec une centaine de familles. Les volumes exportés sont faibles, mais Fapecafés a réellement stimulée la concurrence sur les marchés de qualité.

4. 2 Appui au développement du territoire (public et privé)

La prime de développement amorce des processus d'investissement au niveau local.

La prime de développement n'est significative que dans le cas de PROCAP qui vend des volumes importants sur le marché du CE depuis plusieurs années. Dans le cas des 3 autres associations, les ventes en CE ont conduit au paiement d'une prime de développement en 2003 pour la première fois. Ces fonds furent orientés surtout au renforcement des services d'assistance technique de base que les associations n'arrivaient pas à autofinancer du fait des faibles volumes. Dans le cas de PROCAP, la prime permet de construire un local propre, contenant entrepôt et bureaux (construction finalisée en 2006). La municipalité (Puyango) cofinance ces investissements (donation d'un terrain). Par ailleurs, PROCAP est membre d'un consortium propriétaire d'une radio communautaire (avec la municipalité et 2 autres acteurs locaux).

Les municipalités prennent conscience du potentiel productif agricole comme mode de développement économique.

Les municipalités des cantons de la région centrent leurs activités sur la mise en place de services communautaires comme les voies de communications et le développement du centre « urbain » du canton. L'agriculture n'était pas considérée, comme un secteur économique dynamique, mais plutôt comme un moyen de survie pour les populations rurales. Avec le développement économique des associations de producteurs de café certifiés par FLO, les municipalités sont sollicitées sur des financements d'assistance technique, de cofinancement d'infrastructure productive, etc. Elles portent alors un nouveau regard sur ces activités économiques et participent à la promotion du caractère prépondérant de la qualité de la production de café (depuis 2003, la municipalité de Puyango a choisi le café comme image emblématique du canton sur ces publications, et l'affichage en termes de communication sur les statuts, les banderoles,...).

Les résultats obtenus par les associations de base de FAPECAFES les transforment aussi en interlocuteurs privilégiés des services d'appui, ONG programmes de l'Etat, etc. Ces associations captent plus facilement l'attention de ces acteurs, que les organisations de producteurs de type syndical de la région.

4.1 Incidence politique

Participation des dirigeants aux élections municipales.

Des dirigeants d'APECAM et d'APECAP se sont présentés aux élections municipales 2004, et certains d'entre eux sont devenus conseillers municipaux. Ces élus sont porteurs des valeurs institutionnalisées dans les associations en ce qui concerne la participation, la transparence et la démocratie. On observe alors une contribution indirecte du CE à l'amélioration des capacités de gestion des municipalités rurales, et sa prise en compte des contraintes des producteurs.

Renforcement de la légitimité des producteurs au sein de la filière café.

Les associations de base de FAPECAFES sont également membres de la CORECAF, organisation de type syndical et sectorielle (producteurs de café), qui a pour objectif la défense des intérêts des producteurs de café en Equateur. Regroupant plus de 5.000 familles au niveau national, la CORECAF regroupe des producteurs de robusta de l'Amazonie et des producteurs d'arabica d'altitude de FAPECAFES, et d'arabica naturel sur la Côte.

La Corecaf a obtenu des sièges de représentation dans le Conseil supérieur national du Café (COFENAC) qui définit la politique caféière du pays (avec 2 représentants de l'Etat, 2 représentants du secteur industriel et exportateur, 3 représentants du secteur producteur). La CORECAF participe activement à la définition d'une politique agricole caféière nationale.

La CORECAF a travaillé une proposition de réforme à la loi « spéciale du secteur caféier », afin d'optimiser l'usage du « fonds spécial café » qui se forme à partir d'un impôt de 2 % du prix FOB

payable par l'exportateur. Un consensus a été trouvé au niveau du conseil national en ce qui concerne la proposition de réforme : cependant CORECAF maintient de son côté certaines revendications spécifiques au secteur producteur.

La légitimité de Fapecafés au sein du secteur exportateur (suite à ces résultats sur les marchés de niche et de qualité, alors que l'image du café équatorien est en baisse sur le marché mondial) a renforcé la capacité de négociation de la Corecaf au sein du secteur. Cette légitimité s'illustre en 2005, par le fait que Fapecafés est sollicité par certains exportateurs équatoriens pour conformer une association d'exportateurs de café spécial (qualité).

Accord sur le robusta

La CORECAF a obtenu plusieurs « accords d'absorption prioritaire de la récolte du robusta national » avant autorisation d'importation de robusta étranger pour l'industrie équatorienne du soluble.

De nombreux anciens élus des associations de producteurs du CE se sont présentés aux dernières élections municipales de 2004. Même si les résultats sont peu satisfaisants, on constate une plus grande visibilité des leaders paysans et une prise en compte des intérêts des producteurs de café dans les politiques locales (municipalités).

4.3 Souveraineté alimentaire

Les dirigeants de la CORECAF restent profondément attachés à la nécessité de maintenir une production diversifiée au sein des exploitations agricoles et font la promotion des programmes de diversification.

L'Equateur n'exporte que l'équivalent d'un million de sacs de café vert (60 kg), soit environ 1 % de la production mondiale. Les associations impliquées dans le CE exportent directement environ 10 % des volumes de café lavé exporté. Le CE n'entraîne donc aucun effet de spécialisation accrue vers l'export de café pour le pays. Il permet simplement au pays de maintenir un secteur productif caféier dans des zones enclavées, offrant une opportunité économique durable pour les familles vulnérables.

Par ailleurs, la souveraineté alimentaire de l'Equateur n'est pas remise en cause pour l'instant puisque le pays est excédentaire en productions vivrières. Il est donc pertinent pour le pays de maintenir une diversité du secteur d'exportation (café, cacao, banane, autres fruits frais et en pulpe, etc.) issu de l'agriculture paysanne, en évitant une concentration de la production au niveau de l'agrobusiness.

Conclusion et interprétation sur aire de changement 4 :

Les effets économiques du CE ne se limitent pas aux familles des associations certifiées par FLO, et concernent également les journaliers (qui emploient leur force de travail pendant la récolte). Environ 1000 emplois de saisonniers sont directement affectables aux effets de l'activité commerciale des associations certifiées par FLO. Les producteurs du CE améliorent les conditions salariales de ces journaliers et impliquent indirectement une hausse des tarifs dans la région. Par ailleurs, les associations par le jeu de la concurrence avec les commerçants et exportateurs, provoquent une hausse des prix du café lavé payé aux producteurs dans les cantons où ils opèrent (estimé à au moins 5 % en moyenne), ce qui bénéficie au moins 6000 familles (en plus des membres des associations actuelles) dans la région Sud de l'Equateur.

Les associations du CE ont joué un rôle dans le maintien du tissu économique dans les 6 cantons où elles opèrent, alors que la crise internationale des prix du café de 2000 à 2003, a beaucoup affecté le nord du pays. Cependant, le CE n'a pas réussi à endiguer les conséquences de la crise économique équatorienne et de la dollarisation, exprimées dans un processus de migration massive vers l'Espagne, notamment, dans cette région sud du pays.

Dans ce contexte macro-économique post dollarisation, les filières d'exportation sont privilégiées par l'Etat, en recherche d'équilibre de la balance commerciale. Fapecafés, de part sa réussite économique sur un marché sinistré par la crise mondiale du café, trouve donc un terrain favorable pour leurs actions de plaidoyer. FAPECAFES fait partie des 5 premiers exportateurs équatoriens de café alors qu'il y a quelques années ils étaient plus de 60 opérateurs (il en reste une dizaine en activité en 2004). La CORECAF, représentation syndicale des associations de producteurs en Equateur, s'est vue renforcée **indirectement** par les effets économiques du CE au niveau local. Le secteur exportateur reconnaît une forte légitimité à Fapecafés, qui joue un rôle protagoniste sur les marchés de qualité, entraînant une dynamique de fonds dans le secteur café en Equateur.

Les producteurs apprécient leurs organisations et prennent conscience du pouvoir économique et donc politique de celles-ci. C'est un changement significatif dans les rapports de force au niveau local et régional que les producteurs valorisent tout particulièrement. Au-delà des effets économiques sur le court terme, les producteurs peuvent donner leur opinion et participer à la vie publique avec une position nouvelle, jamais occupée auparavant. Les collectivités territoriales (municipalités, conseils provinciaux) prennent conscience du rôle moteur que peut jouer le secteur agricole dans le sud du pays, et en particulier le café.

5. Changements au niveau de la gestion des ressources naturelles

5.1 Gestion des sols

Les producteurs du CE constatent que le café est un produit de rente qui ne souffre plus des variations extrêmes de prix. Ils entreprennent alors des investissements en travail (taille des arbustes, fertilisation des jeunes plants, etc.) qu'ils avaient perdu l'habitude d'effectuer. La gestion de la fertilité par le maintien d'un ombrage adéquat et de la taille régulière des arbres d'ombrage représente le mode de restitution de la fertilité privilégié par les familles.

Ces pratiques sont généralisées dans le cas des producteurs du CE. Hors CE, ces modes de restitution de la fertilité ne sont pas prioritaires puisque les caféières ne font pas l'objet d'attention particulière.

5.2 Gestion de l'usage des engrais et pesticides

Les pratiques antiérosives des producteurs sont principalement induites par les exigences des normes de la certification biologique. Elles représentent des investissements en temps de travail conséquents qui tempèrent les bons résultats économiques que propose le marché biologique. Cependant, l'abandon du désherbage mettant le sol à nu (usage de la « lampa ») et le passage au désherbage à la machette sont des mesures que l'ensemble des producteurs du CE appliquent. C'est un changement technique important de lutte contre l'érosion, sur des parcelles souvent escarpées. Les producteurs de FAPECAFES sont tous engagés dans des processus de certification biologique, favorisés par l'absence d'utilisation de pesticides pour la culture du café dans la région (hors CE aussi). En 2004, plus de 70 % des familles sont dorénavant et déjà certifiées biologiques.

5.3 Gestion des ressources du territoire

Via la certification biologique on observe une meilleure prise de conscience en ce qui concerne la gestion des bassins versants et les espaces de forêts, comme sources de réserve en eau.

Sur le versant amazonien, au niveau des membres d'APECAP, la stabilité des prix devrait amener les producteurs à intensifier les caféières déjà installées et ainsi limiter l'avancée du front pionnier sur les zones de réserve forestière.

5.3 Qualité des produits FAPECAFES :

Leader incontesté sur le marché de la qualité.

Les membres des associations ont massivement investi dans l'achat de matériel de post-récolte (dépulpeurs,..) afin d'obtenir du café lavé, valorisant parfaitement le potentiel organoleptique qu'offre le café produit sur les terroirs des 4 organisations paysannes. Les infrastructures, dans le cadre de la certification biologique, respectent des normes strictes de respects de l'environnement (fosses de décantation pour les eaux de lavage, récupération de la pulpe pour lombriculture,...) Le CE contribue à ce processus d'amélioration de la qualité, par le fait que les acheteurs imposent des standards, et parce que les prix payés et la prime de développement confère une vraie capacité d'investissement aux associations.

En plus des investissements en infrastructures productives, les associations utilisent la prime de développement pour financer des ateliers sur le thème de l'amélioration de la qualité au niveau des communautés. Les producteurs sont réellement engagés dans une dynamique de production de qualité et durable, en total rupture avec les schémas d'intensification (modèle colombien) qui mettent en avant l'utilisation de variétés améliorées, exigeantes en intrants chimiques, exposé en plein soleil.

Conclusion et interprétation sur aire de changement 5 :

Les effets du CE sur la gestion des ressources naturelles sont totalement combinés aux résultats des actions de certification biologique et d'assistance technique que cela implique. La stabilité économique issue des garanties du CE, contribue largement au développement d'une gestion plus durable des ressources naturelles. Cependant, il faut reconnaître qu'en situation hors CE, les producteurs adoptent déjà des systèmes durables de culture du café sous ombrage, permettant gestion de la fertilité par transfert vertical (feuilles des arbres d'ombrages et élagage).

Grâce au CE, les producteurs adoptent donc plus facilement toutes les recommandations techniques provenant des services d'appui (ONG) en ce qui concerne l'optimisation de la gestion de la fertilité, la lutte antiérosive, l'abandon du brûlis sur les parcelles de prairie, l'application de fumure de fond sur les jeunes plantations à partir de compost (3 premières années de croissance sans production de cerises).

Fapecafés joue un rôle moteur dans la promotion d'une production durable de qualité au sein du secteur caféier en Equateur. Les résultats commerciaux positifs contribuent à la promotion des techniques de la production biologique, mené par le COFENAC, qui maintient des techniciens sur l'ensemble du pays (financé par un impôt prélevé sur le prix FOB)

IV. Conclusions générales

Les effets significatifs et durables sur les familles.

Les effets économiques positifs du CE sur les familles membres de Fapecafés sont prépondérants, particulièrement visibles pendant les périodes de crise internationale sur le marché du café (2000 à 2003 inclus). Les revenus des familles de caféiculteurs dans le cadre du CE, mêmes les plus vulnérables, se maintiennent à des niveaux décents, alors qu'au même moment la crise affecte particulièrement les familles non membres des associations certifiées par FLO, obligées de migrer temporairement vers la Côte pour rechercher du travail, de vivre sur les réserves (troupeau de bovins), ou de supprimer des investissements au niveau de leur système de production et de l'éducation des jeunes.

En période de bas prix internationaux, Fapecafés a payé à ses membres, des prix deux à trois fois supérieurs au prix pratiqués par les commerçants locaux. Malgré l'augmentation des volumes produits, Fapecafés a maintenu des ventes en CE supérieur à 50 % pour les 4 associations certifiées par FLO depuis 2003.

C'est dans un contexte global d'abandon de la production de café, chez les familles hors CE, dû à la crise internationale du café mais aussi aux effets de la crise économique majeure équatorienne depuis 1999, que les familles membres des associations certifiées par FLO résistent et maintiennent une activité agricole centrée sur la production de **café lavé de qualité**. Le CE a largement contribué à ce changement significatif dans les systèmes de production des familles : passage d'une production très extensive, de café naturel (comme stratégie de limitation des risques par rapport à la variation du prix), à la production de café lavé, impliquant des investissements pour la post-récolte (dépulpeurs,...) mais aussi dans l'amélioration de la productivité des caféières (taille régulière, application de fumure organique, mesures antiérosives).

Les effets économiques positifs du CE sont atténués par la dégradation du pouvoir d'achat issue de la crise économique en Equateur. Ce contexte alimente le débat concerne la revalorisation du prix minimum garanti par FLO, et la prise en compte du contexte des pays producteurs.

Chez ces associations de créations récentes, dans un contexte de crise internationale sur le marché du café, les effets du CE se sont concentrés sur les familles vulnérables, ce qui contribue à **une réduction des différenciations sociales**. La croissance des débouchés du CE (de 3,5 à 16 containers) a entraîné une augmentation du nombre de familles membres des associations (phénomène accru en période de bas prix de 2000 à 2004) et une augmentation des associations qui adhèrent à Fapecafés. Cependant, les capacités de gestion des associations croissent plus lentement, d'où la nécessité d'un programme de renforcement des capacités et un processus d'accompagnement, réalisés dans ce cas, par des ONG locales (Fundación Petrino, Faces, Fundatierra, Futuro) et internationale (VECO).

Dans ce contexte particulier de l'Equateur, l'accès au CE a renforcé la spécialisation des producteurs vers la production de café, sans engendrer une dépendance pour autant, et en restituant apparemment des capacités d'initiatives de diversification des activités agricoles aux familles.

Les effets significatifs sur les organisations.

Les effets économiques positifs sur les familles du CE se traduisent par des **effets structurants** sur les associations certifiées, puisque les membres souhaitent maintenir leurs avantages, en améliorant la démocratie interne, la participation des membres dans la vie associative (prise de décision notamment) et la transparence dans la gestion, commerciale notamment. Mieux informés et conscients des enjeux futurs, les producteurs perçoivent l'intérêt d'une mise en réseau et d'une mutualisation de certaines fonctions au sein d'une organisation faîtière, Fapecafés dans ce cas. D'autres associations de producteurs émergent, et sur la base d'échanges s'inscrivent dans la même dynamique, s'associant à Fapecafés dans le respect des principes du CE (démocratie, transparence, participation). Les producteurs apprécient leurs associations, qui jouissent d'une grande légitimité eu égard les acteurs locaux.

L'amélioration des capacités de gestion et le renforcement institutionnel des associations, puis de Fapecafés, sont stimulés par les standards FLO et les inspections de FLO-Cert, mais ces acquis sont avant tout le fruit des programmes d'appui des ONG locales et internationales. Les effets directs de actions, volontairement limité dans le temps, de ces institutions d'appui, se résument par : une autonomie commerciale des associations caractérisée par une stratégie de diversification des importateurs, la mise en place de la certification biologique, l'amélioration des capacités de la gestion commerciale et de la compétitivité du service offert par Fapecafés, le renforcement organisationnel de Fapecafés.

La prime de développement du CE, gérée collectivement par les associations, confère une autonomie économique sur le long terme aux associations, qui évite des phénomènes de « dépendance » des institutions d'appui, qui n'ont vocation d'intervenir que temporairement. Les associations amorcent un processus de constitution d'un patrimoine qui facilite le développement économique et la mise en place de nouveaux services. Ces nouvelles capacités économiques, cumulées aux capacités de gestion, facilitent la négociation de nouveaux programmes d'appui des collectivités locales (municipalités, conseils régionaux) et des la coopération (investissements productifs de la CTB).

Les effets significatifs du CE sur le territoire.

Les effets économiques du CE ne se limitent pas aux familles des associations certifiés par FLO, et concernent également les journaliers (environ 1000 emplois en plus). Par ailleurs, les capacités commerciales croissantes de Fapecafés ont stimulé la concurrence avec les commerçants locaux, mais ont aussi amené le secteur exportateur à s'intéresser aux segments de qualité. Le CE a donc joué un effet levier non négligeable, sur l'amélioration des prix payés aux producteurs dans le sud de l'Equateur. Les associations du CE ont joué un rôle dans le maintien du tissu économique dans les 6 cantons où elles opèrent, malgré la crise internationale des prix du café de 2000 à 2003. Cependant, le CE n'a pas réussi à endiguer les conséquences de la crise économique équatorienne et de la dollarisation, qui s'est traduite par une migration massive vers l'Espagne.

Le secteur exportateur reconnaît une forte légitimité à Fapecafés, qui joue un rôle protagoniste sur les marchés de qualité. Cette légitimité sectorielle renforce indirectement les capacités de défense des intérêts des producteurs par CORECAF, la représentation syndicale des associations de producteurs de café en Equateur. Même si CORECAF n'arrive à imposer ces propositions de changement de loi au sein du COFENAC (Conseil Supérieur National du Café), les associations sont consultées et écoutées par les équipes techniques, en particulier sur les questions de certification biologique et production de qualité.

Les producteurs prennent conscience du pouvoir économique et donc politique des associations. C'est un changement significatif dans les rapports de force au niveau local et régional. Les producteurs commencent à participer activement à la vie publique, occupant une nouvelle position (légitimité, conseillers municipaux). Les collectivités territoriales prennent conscience du rôle moteur que peut jouer le secteur agricole dans le sud du pays, et en particulier le café, alors qu'ils s'étaient détournés de ces alternatives.

En lien avec le processus de certification biologique, les associations jouent un rôle moteur dans la gestion durable des ressources naturelles, en renforçant les systèmes de gestion de la fertilité (caféier sous ombrage),